



NOTES DE POINT DE PRESSE DE LA MINUSTAH

28 Novembre 2005

*Conférence de presse donnée par le Représentant spécial du Secrétaire général
des Nations Unies en Haïti et chef de la Mission des Nations Unies pour la
Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Juan Gabriel Valdés.*

Je voudrais exprimer la satisfaction de la MINUSTAH face à la publication du calendrier électoral. Il est vrai le processus qui nous a mené à ce stade n'a pas été toujours facile, mais je suis convaincu que ce calendrier est réaliste. Il est, toutefois, essentiel que tous les acteurs impliqués dans l'organisation des élections fassent preuve de beaucoup de responsabilité. Les difficultés rencontrées à ce jour dans le processus électoral ne doivent cependant pas estomper les réussites qui sont également importantes. Notamment le fait que :

- Les électeurs auront un ample choix de candidats qui représentent toutes les tendances politiques du pays.
- Le nombre total de 3.5 millions de personnes inscrits signifie que toutes les personnes qui ont souhaité s'enregistrer en ont eu l'opportunité.
- De même, 809 centres de vote et 8,883 bureaux ont été identifiés.

Il existe encore, bien sur, des problèmes sérieux comme la finalisation de la production et de la distribution des cartes d'identification nationale. L'Organisation des Etats Américains (OEA) s'est engagée à accomplir cette tâche avant la fête de Noël, ce qui va représenter un effort considérable de la part de ses équipes partout dans le pays. Je vous assure que la MINUSTAH va appuyer cet effort avec toutes ses ressources.

De son côté, le CEP devra fournir une information claire et ponctuelle sur les sites et les moments au cours desquels s'effectueront les distributions des cartes à travers tout le pays.

Aussi, il faudra que le peuple haïtien montre une grande patience et discipline quand ils feront la queue pour récupérer leur carte. Mais ayez la confiance que vous recevrez bientôt votre carte même si les files risquent d'être longues avec des inconvénients administratifs qu'un tel exercice peut comprendre.

J'appelle tous les acteurs engagés dans ce processus à s'y impliquer à cent pour cent et à jouer leur rôle dans l'intérêt de la nation. L'avenir du pays est en jeu et il faut que cette première phase de la transition conduise à l'installation d'un gouvernement légitime et démocratiquement élu. C'est une étape clé vers la création de la stabilité nécessaire pour la reconstruction du pays et la réconciliation de ses citoyens.

La campagne électorale qui a débuté le 8 octobre n'a pas été simple pour les partis politiques mais l'annonce du nouveau calendrier électoral va leur permettre de commencer véritablement leur campagne électorale maintenant qu'ils sont conscients du temps qu'ils leur reste jusqu'aux élections. Afin de faciliter ce processus, je lance un appel au Gouvernement de transition pour qu'il mette en œuvre son plan de financement des parties politiques qui ont soumis les 40,000 signatures requises à cet effet.

J'appelle aussi tous les partis politiques à mener une campagne responsable qui éviterait les tensions et les conflits. Je demande aux partis politiques de s'assurer que leurs supporters rejettent franchement l'utilisation de la violence pendant les élections. Il est également essentiel que tous les partis et les candidats respectent scrupuleusement le code de conduite électorale qu'ils ont signé, ainsi que la loi électorale, notamment le point qui concerne la notification des autorités compétentes avant chaque rassemblement politique.

Permettez-moi de dire que j'ai beaucoup réfléchi, ces dernières semaines, sur le courage et l'engagement des candidats et des chefs de partis politiques durant cette campagne électorale. Il n'est guère facile pour ces partis et ces candidats de faire preuve d'autant de patience et d'attendre les décisions officielles relatives au calendrier électoral. Je peux affirmer avec satisfaction que cela émane d'un sens de responsabilité et de prudence, qui sont essentiels au bon déroulement du processus électoral et l'avènement d'un gouvernement responsable. Je peux vous assurer que j'ai observé le même sens de responsabilité lors de mes entretiens avec ces leaders politiques, ces derniers ayant, en effet, formulé leurs demandes avec prudence et responsabilité, en laissant le choix à ceux qui doivent décider de prendre de bonnes décisions. Je crois que c'est nécessaire pour le CEP, la MINUSTAH, l'OEA et tous les acteurs qui sont impliqués dans le processus de choisir une date et de fournir les informations précises et complètes à tous les candidats à la présidence et aux autres candidats, ainsi qu'à tous les partis politiques. Il est important que toute la classe politique devant participer aux élections dispose de l'information nécessaire pour mieux comprendre que l'effort d'organisation des élections par le CEP, et appuyé par nous, est un effort établi sur la bonne foi et la volonté d'avoir des élections transparentes et de permettre la libre expression des citoyens. Il y a aujourd'hui une nécessité d'avancer dans le processus en mettant à disposition de la

population haïtienne et des partis politiques les informations sur tout ce qui est fait en vue du respect des dates fixées.

L'annonce du calendrier électoral constitue une importante étape du processus électoral. J'encourage le CEP à aller plus loin en s'assurant que les partis politiques et les candidats soient maintenus régulièrement informés du travail qui s'effectue et des développements en cours au niveau de tous les acteurs engagés dans la campagne électorale.

Alors que nous nous dirigeons vers la phase la plus intense du processus électoral, les politiciens et la communauté internationale ne devront pas omettre de trouver une solution à la question complexe visant à assurer une stabilité post-électorale. Le pacte de gouvernabilité et stabilité est une référence importante. Il a été signé par tous les partis, et il est important que ceux-ci, de même que les candidats, réfléchissent sur leurs obligations et conduites conformément au code de conduite durant et après les élections. La Société Civile de son côté a aussi contribué au processus de transition avec les travaux qui ont abouti à la signature du nommé Contrat Social.

Aujourd'hui l'heure est arrivée d'agir pour tout ceux qui croient que c'est dans la démocratie que repose la stabilité et la prospérité future d'Haïti. Nous devons tous, travailler ensemble pour que le 8 janvier soit non seulement une réalité mais également un succès. L'échec du processus en cours est impensable. Le processus électoral va inévitablement engendrer des conflits et des tensions mais nous devons tous faire en sorte que ceux-ci restent dans les limites de ce qui est acceptable en démocratie. Haïti doit choisir entre la continuité d'un système basé sur la violence politique, ce qui veut dire aussi la poursuite de la paupérisation de la majorité de la population, ou la restauration de la démocratie et la construction d'un meilleur futur. Cette dernière option bénéficie du soutien de la communauté internationale. L'accomplissement de cette noble cause requiert que tous les acteurs politiques mettent les intérêts supérieurs de la nation au-dessus des intérêts particuliers.

Le choix est le votre. Aujourd'hui, je tiens à vous assurer que la MINUSTAH soutient fermement tous ceux qui choisissent de travailler pour la construction d'un pays qui sera fondé sur des principes démocratiques. De même, je peux vous assurer que la MINUSTAH et la PNH vont tout mettre en œuvre pour faire échouer tous ceux qui seront tentés de porter atteinte au processus électoral par l'utilisation de la violence ou toute autre forme de sabotage. J'aimerais aussi faire appel à la responsabilité professionnelle des médias locaux et particulièrement internationaux pour qu'ils transmettent une image réelle et non déformée de la réalité d'un pays qui est en train d'emprunter le chemin d'élections démocratiques, après des années de difficultés. Finalement, j'appelle les Haïtiens à aborder ces élections avec

confiance et sérénité. Je vous donne l'assurance que vos votes seront secrets, que vos votes compteront et que personne ne saura pour qui ou comment vous avez voté. Les menaces et les intimidations n'auront pas de place dans ce processus. Les conditions pour la réalisation d'élections libres, transparentes et démocratiques ont été mises en place et continuent à l'être. Maintenant, travaillons tous ensemble avec dévouement pour aller de l'avant et avancer vers ce grand exercice démocratique pour lequel nous pourrions tous être fiers et qui pourra rester dans l'histoire comme l'initiation d'un nouveau départ pour Haïti.

Je voudrais aussi aborder un autre sujet qui a fait l'objet de notre préoccupation durant les deux dernières semaines et qui me semble important, non seulement pour Haïti, mais également pour la Communauté internationale. Je voudrais vous informer que la MINUSTAH s'est réunie avec les membres du Groupe Restreint pour Haïti (Core Group) -les ambassadeurs de Pays Amis d'Haïti, dont les pays de l'Hémisphère et les pays européens, ainsi que tous les groupes des Organisations internationales et des principaux bailleurs de fonds impliqués dans le processus de développement d'Haïti, le mercredi 23 novembre. La MINUSTAH et le groupe des amis d'Haïti, ainsi que les principaux donateurs réaffirment leur appui aux efforts en cours visant au renforcement et à la réforme de la Police Nationale d'Haïti (PNH).

Nous saluons l'engagement clair des responsables de la PNH à reconstruire l'institution qui a traversé de nombreuses difficultés ces dernières années et qui, à l'arrivée MINUSTAH il y a un an, était à peine opérationnelle. La MINUSTAH et les bailleurs de fonds internationaux ont travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement de transition pour assurer la sécurité publique que tous les Haïtiens réclament et méritent. Le retour d'un climat sûr et stable doit permettre une relance de l'économie et le renforcement de la cohésion sociale dans le pays. Nous sommes convaincus que de tels progrès passent par un renforcement de la PNH et, parallèlement, du système judiciaire et, plus particulièrement, du système pénal.

Par conséquent, nous voulons formellement souligner l'importance de la stabilité institutionnelle au sein de la PNH pendant cette période de réforme et félicitons le Directeur Général de la Police, Mario Andrésol, pour les efforts engagés à cet effet.

La MINUSTAH et le Groupe de Pays Amis et d'Organisations Internationales félicitent également M. Andrésol pour avoir rapidement ordonné une enquête sur les meurtres commis le 20 août dernier à Martissant et pour avoir pris des mesures décisives pour empêcher que de tels actes ne se répètent. La police doit agir conformément à la loi haïtienne. Elle doit aussi être perçue par la population comme respectant la loi afin que celle-ci offre sa coopération qui est essentielle pour l'établissement de l'Etat de droit. La communauté internationale maintient son soutien au gouvernement de transition et à la PNH, en particulier, pour

promouvoir l'Etat de droit, et travaille étroitement avec la PNH pour évaluer ses besoins matériels. Elle fournira tous les efforts possibles pour y répondre.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Juan Gabriel Valdés, a appelé tous les Haïtiens, en particulier les dirigeants des partis politiques, à « agir de manière responsable dans la lutte contre la violence au fur à mesure que nous nous dirigeons vers la période sensible des élections, de laquelle dépendra beaucoup l'avenir d'Haïti ».

QUESTIONS /REPONSES

Question : M. le Représentant, je voudrais poser une question sur la situation à Cité Soleil: Cela fait un an que la MINUSTAH a établi une présence permanente dans ce quartier et pourtant les groupes armés continuent à perpétrer des actes de violence. On note également que les affrontements se poursuivent entre ses gangs armés et les troupes de la MINUSTAH. Il en a résulté des morts de civiles vivant dans la zone. A première vue, quand on se rend dans cette zone, on a l'impression que les troupes de la MINUSTAH ne font rien ou tirent de manière indiscriminée. Alors, je voudrais savoir s'il y eu une nouvelle évaluation de la stratégie de la MINUSTAH à Cité Soleil?

Ambassadeur Valdés: Je voudrais dire que nous avons toujours pensé que la solution à la situation de Cité Soleil n'est pas une solution militaire. Nous avons toujours estimé que la solution à cette situation est une combinaison d'éléments de développements et d'appui social à la population manière à ce que cette population ne soit plus captive de groupes criminels qui passent leur temps à terroriser la population et à violer leurs femmes, à séquestrer les gens et à les cacher parmi la population, à attaquer les soldats de la MINUSTAH et à commettre toutes sortes d'exactions contre le reste de la population de la ville. Tant qu'il n'y aura pas de politique d'appui social, notre action sera préventive et nous essayerons de gérer une situation de grande difficulté. C'est pour cette raison que ces derniers mois, nous avons engagé le dialogue avec des acteurs importants de Cité Soleil, ce qui nous a permis, comme vous le savez, d'établir des centres d'enregistrement électoral et d'inscrire plusieurs milliers de personnes à l'intérieur de Cité Soleil. Au cours de cette période d'inscription, il n'y pas eu le moindre incident violent à Cité Soleil. Cela nous a amené à poursuivre le dialogue avec les gens de Cité Soleil et pas uniquement avec des acteurs de Cité Soleil, mais aussi avec d'autres secteurs en dehors de Cité Soleil qui ont une bonne connaissance de la situation interne afin de trouver des moyens pour protéger les habitants de Cité Soleil sans générer une situation de chaos. Nous pensons que la situation à Cité Soleil est d'une telle gravité que la solution au problème devra viser le long terme. Il nous semble que nous avons réussi à faire en sorte que

la situation à Cité Soleil n'affecte pas le reste de la ville, ni le développement du processus électoral dans le reste de la ville. C'est ce que je peux dire concernant ce sujet pour l'instant.

Question : *Je voudrais revenir sur la situation qui prévaut à Cité Soleil. M. Valdés, le Directeur général de la Police Nationale d'Haïti a affirmé tout récemment que Cité Soleil représente pour les autorités haïtiennes un véritable défi. C'est un quartier populeux qui échappe donc au contrôle du pouvoir public. Les cas de kidnappings sont revus à la hausse depuis quelques jours dans la capitale haïtienne. De façon explicite, qu'est-ce que vous pouvez promettre à la population de Cité soleil qui, probablement, aimerait exercer le jour des élections son droit de vote ?*

Ambassadeur Valdés : Merci beaucoup. Je voudrais, premièrement, dire que la MINUSTAH continue à travailler pour la stabilisation de la situation à Cité soleil. Nous avons discuté au cours du dernier Conseil Supérieur de la Police avec Mario Andrésol et la PNH une politique commune. Mais nous avons aussi, au sein de la MINUSTAH, discuté une politique intégrée pour résoudre les problèmes essentiels qui peuvent empêcher les citoyens d'exercer leur droit pendant les prochaines élections. Nous avons constaté que pendant la période de l'enregistrement électoral, l'exercice électoral a pu être développé à Cité Soleil sans enregistrer d'incidents graves. Je voudrais préciser ce que je viens de dire : il n'y a pas eu un seul incident à Cité Soleil pendant le processus d'enregistrement. Il est clair qu'une des raisons pouvant expliquer cela est le fait qu'il y ait des leaders internes à Cité Soleil qui ont demandé l'installation des bureaux de vote et qui ont pu avoir suffisamment d'influence pour produire une situation de paix interne. Nous voulons que ces mêmes leaders puissent donner aujourd'hui une garantie de tranquillité pour les citoyens de Cité Soleil qui veulent participer au processus électoral, récupérer leur carte d'indentification nationale et, après, pouvoir voter. Mais, je dois dire que nous sommes conscients que sans notre présence à Cité Soleil, sans la dissuasion que les soldats portent à Cité Soleil, la tranquillité ne peut pas être assurée. Nous avons maintenant 1500 soldats jordaniens qui sont préparés à agir à Cité Soleil. Nous devons être prudents et surtout faire comprendre aux habitants de Cité Soleil que la Mission des Nations Unies est une Mission de paix, une Mission de défense des droits des citoyens, une Mission qui ne veut pas produire dans la population civile des morts et des blessés. Nous voulons respecter la sécurité de ces gens parce que nous sommes ici pour assurer leur sécurité. Mais c'est également important pour les habitants de Cité Soleil de comprendre que les attaques des bandits contre les troupes des Nations Unies, les agressions avec des balles, des cocktails Molotov, la construction des fossés pour faire tomber les véhicules de la MINUSTAH ; ces attaques nous obligent à agir en utilisant prudemment nos forces. Si nous n'agissions à Cité Soleil dans le respect et le devoir de protection de la population civile, que nous avons la nécessité de maintenir à Cité Soleil, il est clair que les bandits de Cité Soleil ne

seraient plus là. Les bandits de Cité Soleil se protègent avec les enfants et les femmes. Nous allons continuer à travailler dans ce domaine d'une façon prudente, d'une façon respectueuse avec les gens simples, honnêtes et les innocents de Cité Soleil. Mais nous demandons à tous ceux qui ont la possibilité d'établir des situations de tranquillité à Cité Soleil d'agir, parce que cela relève de leur obligation morale et parce c'est l'intérêt de toute la population haïtienne de pouvoir participer au processus électoral .

Je crois qu'il y a une autre façon de parler de Cité Soleil. La question de Cité Soleil, comme je viens de le mentionner, est une question sociale. On a besoin d'une politique sociale. On ne peut pas continuer avec des gens qui n'ont pas d'eau ni d'électricité, qui n'ont pas accès à l'éducation et à la santé, et demander à ces gens qui ne reçoivent rien de ne pas se confier à quelques bandits qui leur donnent quelque chose. Nous ne sommes pas naïfs, nous comprenons cette situation. Nous avons demandé aux pays amis d'Haïti et aux bailleurs de fonds de nous donner les moyens pour agir face à cette situation.

Pour finir, je dois dire que c'est une question importante de dire, quelque fois, surtout lorsqu'il s'agit du processus électoral, que Cité Soleil est une plaie dans le corps d'Haïti. Mais ce n'est pas tout le corps d'Haïti qui constitue une plaie. Ce pays est en paix et a des provinces où les gens se mobilisent, travaillent ; où les gens veulent participer aux manifestations des partis politiques. Cette ville a même une vie culturelle qui évolue normalement. Mais, il est clair que Cité Soleil, quelque part à Cité Militaire, sur la Route nationale #1, continuent à faire l'objet de préoccupation pour la sécurité du pays. Mais, je demande à la presse internationale et nationale de ne pas raconter au monde entier qu'Haïti, c'est Cité Soleil et que Cité Soleil est la seule réalité d'Haïti, parce que cela n'est pas vrai. On doit une fois pour toute arrêter cette « commercialisation de la mort » en transmettant des informations et en vendant au monde entier une vision de catastrophe qui n'est pas réalité dans ce pays.

Je crois que je peux vous montrer des journaux internationaux où l'on indique qu'au milieu de la violence politique, ce pays avance vers des élections. Et je demande : quelle violence politique ? Où est cette violence politique dans ce pays où l'on n'a pas eu un seul incident de violence politique pendant tous ces derniers mois. Par ailleurs, je lisais dans un journal qu'une agence de presse a diffusé une information selon laquelle 7 mille soldats brésiliens étaient déployés à Port-au-Prince. Je demande un peu plus d'exactitude. Je voudrais lancer un appel particulier : j'effectuerai, demain, un voyage aux Etats-Unis pour m'entretenir avec la presse américaine. On ne peut pas continuer à utiliser ce pays pour vendre des nouvelles tragiques. Ce pays a besoin de l'espoir, ce pays a besoin de la miséricorde de la Communauté internationale.

Au moment où nous étions attaqués par les bandits à Cité Soleil, se déroulait, à moins d'un kilomètre, un concert avec 6 mille personnes qui jouissaient de l'art et de la beauté de la

culture haïtienne. Il n'y a aucune agence de nouvelles qui raconte qu'il y avait un concert en Haïti à laquelle participent, librement, des Haïtiens, mais il y a toujours cette tendance à transmettre des nouvelles tragiques comme si cela était la seule réalité du pays. Je vais être très franc sur ce dossier : nous n'avons pas une autre opportunité ; nous n'allons pas échouer ; les élections doivent se faire d'une façon tranquille ; nous allons prendre toutes les mesures pour l'assurer.

Question : M. Valdés, vous avez parlé de la distribution des cartes d'électeurs jusqu'avant la fin de Noël. Aujourd'hui, la grande préoccupation de tout le monde, c'est cette affaire de distribution de cartes d'électeurs. Est-ce qu'aujourd'hui, M. Valdés, cette question sera prise en charge de manière efficace ? Est-ce qu'il y a un plan de distribution permettant aux citoyens de retirer leur carte de manière à permettre à la population de participer aux élections qui doivent se dérouler les 8 janvier et 15 février à venir ?

Ambassadeur Valdés : Je crois que le CEP et l'OEA sont en train de faire un grand effort pour étudier la situation de la distribution des cartes et commencer en même temps la distribution. Pendant ces derniers jours, il y a eu des opérations de distribution des cartes qui ont été importantes. Nous nous inspirons de ces expériences pour préparer un plan national de distribution des cartes. Je suis confiant que toutes les cartes vont être dans le pays avant le 18 décembre. Mais je dois également dire que la MINUSTAH va mettre à la disposition du CEP tout son appui, toutes ses ressources pour l'assister à la distribution des cartes dans tout le pays. Je ne peux pas rentrer dans des détails ; c'est au CEP de les donner. Je sais qu'il y a un plan qui est en train d'être discuté maintenant et qui va être approuvé très prochainement. Nous sommes confiants que ce plan va permettre de distribuer les cartes dans 2,3, 4 semaines sans un grand problème.

Question : Vous avez fait état de 1500 soldats jordaniens qui s'apprêtent à intervenir à Cité Soleil. Est-ce que c'est uniquement dans la perspective des élections et qu'est-ce qui va être fait après les élections pour permettre à la population de Cité soleil de reprendre son souffle ?

Ambassadeur Valdés : Je voudrais, si vous me le permettez, faire une petite correction sur la formulation de la question sur Cité Soleil. « Les soldats se préparent à intervenir » : Je crois que cette information est inexacte. Il y a chaque jour des patrouilles, des check points à Cité Soleil. Nous trouvons que dans la plupart des endroits de Cité Soleil, la situation est tranquille. Nous constatons que seulement au Nord de Cité Soleil, dans le check point 19, où nous avons **mené des opérations** ces derniers jours. Des attaques qui selon une organisation ont fait quelques blessés. Cinq blessés, pour être précis, selon nos informations. Mais nous préparons un plan de travail des forces de la MINUSTAH pour avancer à Cité Soleil et libérer

progressivement ses secteurs pour permettre aux gens non seulement d'avoir une paix, mais aussi de s'engager dans des travaux que nous allons promouvoir. Il est nécessaire de faire savoir que nos soldats sont préparés pour nettoyer les rues et les canaux. Il est également nécessaire de dire que nous avons la possibilité d'avancer avec des programmes sociaux dans les secteurs de Cité Soleil qui seront plus paisibles. Alors je veux informer que pendant cette période, nous sommes engagés dans un plan de travail qui va nous permettre d'avancer progressivement dans la sécurisation de Cité Soleil.

Deuxièmement, la question qu'on me pose est de savoir si ce plan concerne seulement les élections ? C'est une question extrêmement pertinente. De mon point de vue, le thème de Cité Soleil que je décris comme une plaie dans le corps d'Haïti est une question de la préoccupation pas seulement des Haïtiens, mais aussi de la Communauté internationale. Nous avons le droit, c'est ce que j'ai exprimé aux bailleurs de fonds, nous avons la nécessité, la responsabilité et l'obligation de répondre aux besoins immédiats de cette population. Nous avons besoin de l'appui des pays bailleurs de fonds pour avoir des formules efficaces pour assister les gens de Cité Soleil. Je veux aussi dire qu'au cours de la conférence de Montréal de juin dernier, on a engagé 16 millions de dollars pour les bidonvilles. Il est absolument nécessaire d'accélérer le décaissement de ces fonds. L'argent existe, il a été engagé pour notre mission de sécurité. Il est absolument essentiel d'avoir la possibilité d'assister les gens de Cité Soleil. Alors, pendant les élections, nous voulons protéger le droit de tous les citoyens de Cité Soleil à voter. Après les élections, nous voulons continuer dans le processus de développement qui est la seule solution pour cette situation difficile que Port-au-Prince continue à expérimenter.

Question : Vous semblez très attaché à l'organisation des élections en Haïti. Vous appelez tous les secteurs à se mettre ensemble en vue du plein succès du processus électoral en vue du respect de la date du 8 janvier qui est considérée comme importante pour les Haïtiens. Est-ce que vous pensez que les élections vont pouvoir se tenir le 8 janvier ? Vous y croyez ?

Ambassadeur Valdés : Ma réponse à cette question va être très brève et très précise : Oui, je suis confiant que les élections se tiendront le 8 janvier 2006. Et oui, nous allons déployer tous les efforts pour appuyer le CEP et appuyer les Haïtiens à avoir de bonnes élections.

Question : Des plaintes provenant des habitants de Cité Soleil concernant des interventions des soldats jordaniens. Hier encore, il y a eu des incidents : un des leaders de ce quartier qui affirme avoir l'habitude de discuter avec les casques bleus jordaniens notamment pour aider à la pacification de Cité Soleil a fait noter que les soldats ont tiré de manière indiscriminée, blessant des gens. Des rumeurs font état d'un mort. Selon lui, ces genres d'intervention

peuvent engendrer une situation non favorable à la tenue des élections dans ce quartier car plusieurs habitants seraient mécontents de ces interventions et sont prêts à coopérer en vue de la tenue des élections dans un climat pacifique à Cité Soleil.

Ambassadeur Valdés : Je vais répéter ce que j'ai déjà dit en faisant appel à ceux qui font office de porte-parole des habitants de Cité Soleil. Ces personnes n'ont pas seulement la responsabilité de critiquer ce que fait la MINUSTAH. Ils ont tout le droit de le faire. Ils doivent pouvoir dire aux criminels qu'ils mettent en danger la vie des citoyens. Si ces leaders naturels, politiques, sociaux, ces représentants de la communauté de Cité Soleil ne comprennent pas si un soldat jordanien est attaqué, victime d'un coup de feu après avoir habité un an dans ce quartier, s'il est menacé d'incendie dans sa voiture ou est victime d'embuscade, si ces leaders pensent que les casques bleus doivent rester les bras croisés et faire le martyr, alors ces leaders n'ont pas compris ce qui se passe. Je dois être très clair, nous sommes ouverts à toute discussion franche avec tous ceux qui sont disposés à apporter une solution précise aux problèmes de Cité Soleil. Nous nous sommes déjà entretenus et allons continuer à parler avec ceux qui ne sont pas des chefs de gangs et qui ne sont pas recherchés par la Police. Nous savons qu'il y a des listes. Nous n'allons pas discuter avec des gens qui sont sur ces listes. De même, je voudrais souligner que ceux qui viennent nous parler doivent faire preuve d'honnêteté et de bonne foi, car ils doivent comprendre qu'ils ont une responsabilité et cette responsabilité doit les amener à convaincre les habitants de Cité Soleil qu'il est inutile de croire que l'utilisation des armes peut dissuader les forces de la MINUSTAH. Nous allons continuer avec vigueur et persistance. Nous comprenons que nous avons le devoir de protéger la vie des innocents, mais nous n'allons guère laisser notre obligation d'affronter et d'arrêter les gens qui s'adonnent, de façon permanente, à la criminalité.

Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter le Bureau de la Communication et de l'Information publique de la MINUSTAH au tel. : (509) 510-2563 ext : 6027 ou 510- 3183/84/85 ext. : 6037- 6034-6035 ou consultez le Site Internet de la Mission au <http://www.minustah.org>